

**Servitudes d'utilité publique (SUP)**  
 Risques naturels ou technologiques PPR  
 Autre SUP :  
 celles annexées au PLU ou CC  
 si non annexées au PLU ou CC ou commune au RNU, préciser

**Droit de préemption** (art. R. 410-15 du code de l'urbanisme)  
 Droit de préemption urbain (DPU) simple – renforcé (préciser zone(s))  
 zone de risques technologique ou inondable  
 Bénéficiaire du droit de préemption : .....

Terrain dans un massif forestier  
 Paysage ou élément(s) à protéger  
 Terrain agricole

**1.2 Réciprocité**

**Le projet est une construction agricole**  
 L'exploitation agricole du pétitionnaire n'est pas classée ICPE en préfecture et :  
 il existe un tiers dans les 50 m du projet  
 il n'existe pas de tiers dans les 50 m du projet  
 L'exploitation agricole du pétitionnaire est classée ICPE en préfecture et :  
 il existe un tiers dans les 100 m du projet  
 il n'existe pas de tiers dans les 100 m du projet  
 Le projet est-il situé dans le périmètre inconstructible d'une ICPE non agricole, par exemple industriel (voir arrêté préfectoral) ?  OUI  NON

**Le projet n'est pas une construction agricole**  
 Existe-t-il un bâtiment agricole classé ICPE dans les 100 mètres ?  
 OUI de quel type ?  
 NON  
 Existe-t-il un bâtiment non classé ICPE dans les 50 mètres ?  
 OUI de quel type ?  
 NON  
 Le projet est-il situé dans le périmètre inconstructible d'une ICPE non agricole, par exemple industriel (voir arrêté préfectoral) ?  OUI  NON

**2. EQUIPEMENTS DESSERVANT LE TERRAIN**

**2.1 Voirie, accès**

Y a-t-il un **PLAN D'ALIGNEMENT** ?  OUI  NON - Numérotation correcte ?  OUI  NON

Voie desservant le terrain :  
 Chemin rural de.....  
 Voirie communale n° 24 (Avenue de la Tourelle)  
 Route départementale n° 311  
 Route nationale n° .....

Les conditions d'accès sont-elles satisfaisantes ?  
 OUI  NON  
 Si non, pourquoi : .....

(joindre photos si vous le jugez utile)

**2.2 Equipement public**

Le TERRAIN est-il desservi par les réseaux suivants (cases à cocher) ? :

EQUIPEMENTS PUBLICS	DESSERVI (réseau présent au droit du terrain)		CONSULTATION DU GESTIONNAIRE PAR LA COMMUNE ET REPONSE DANS LE DOSSIER		SI EXTENSION DU RESEAU PRISE EN CHARGE PAR LA COMMUNE (attention en zone U)		NOM DU CONCESSIONNAIRE ou gestionnaire du RESEAU	Si extension du réseau, date des travaux	Si extension, prise en charge par .....	
	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON			OUI	NON
ELECTRICITE		<input checked="" type="checkbox"/>								
EAU POTABLE		<input checked="" type="checkbox"/>								
EAUX PLUVIALES		<input checked="" type="checkbox"/>								
ASSAINISSEMENT EAUX USEES collect.		<input checked="" type="checkbox"/>								
VOIRIE PUBLIQUE	<input checked="" type="checkbox"/>									
SERVITUDE DE PASSAGE		<input checked="" type="checkbox"/>								
GAZ		<input checked="" type="checkbox"/>								
TELEPHONIE et/ou fibre optique		<input checked="" type="checkbox"/>								

**(\*) Assainissement non collectif (ANC) ou individuel** : Attestation de conformité fournie :  OUI  NON

**Extension des réseaux**  
 S'il y a une extension de réseaux prévue au vu des avis des gestionnaires :  
 accepter l'autorisation  un second avis a été/doit être demandé  refuser l'autorisation

**Défense extérieure contre l'incendie (DECI)** : Moyen de défense contre l'incendie existant  OUI  NON  
 Si oui, indiquer la nature :  
 réseau de distribution : poteaux ou bouches d'incendie normalisées et canalisations les alimentant  
 point d'eau naturel : cours d'eau, plan d'eau, puits, canaux, ...  
 point d'eau artificiel : bassin, réserve incendie, citerne enterrée, ...  
 Ce dispositif est-il conforme notamment aux normes de distance et de débit ?  OUI  NON  
 Si non, je m'engage à réaliser les travaux nécessaires dans un délai de un an ?  OUI  NON  
 J'émet un avis :  favorable  défavorable pour : .....

**3. EQUIPEMENTS PUBLICS COLLECTIFS**

3.1 - Station d'épuration collective :  Suffisante  Insuffisante (à rénover)  
 A créer - Maîtrise d'ouvrage : ..... Date de mise en service prévue le : .../.../.....

3.2 - Le projet pourra-t-il avoir accès aux services suivants : Collecte des ordures ménagères  OUI  NON  
 Transport en commun  OUI  NON Ramassage scolaire  OUI  NON

**4. Stationnement des véhicules lié au projet** (article R. 111-25 du code de l'urbanisme)

Si les obligations de stationnement ne sont pas assurées, indiquer pourquoi : .....

**5. Avis sur LE PROJET D'AMENAGEMENT ou DE CONSTRUCTION** (article R. 111-27 du code de l'urbanisme)

**5.1 Aménagement (procédure de lotissement)**  
 Le découpage en lots proposé participera-t-il à une bonne qualité de vie des futurs habitants ?  
 OUI  NON Si non, pourquoi : .....

Remarques, observations sur l'aménagement proposé : .....

**5.2 Aspect extérieur de la construction et insertion paysagère**  
 Avis sur l'insertion paysagère du projet : toitures, façades, clôtures, plantations assurant l'intégration dans l'environnement, ...) : .....

S'il existe des constructions atypiques ou différentes à proximité, préciser le nombre et la distance (joindre éventuellement une vue aérienne) : .....

**Le projet porte-t-il atteinte à des intérêts publics ?**

salubrité et sécurité publique (art. R. 111-2 du code urba.) (exemple : activité polluante à proximité d'une zone d'habitat) (précisez) .....

protection des sites et vestiges archéologiques (art. R. 111-4 du code urba.)

protection des espaces naturels et de l'environnement (art. R. 111-26 du code urba.)

surcroît des dépenses publiques hors de proportion avec les ressources de la commune (RNU : art. R. 111-13 du code urba.)

**6. RISQUES**

Le projet est-il susceptible d'être exposé à des risques ? Si oui, lesquels ? (Cocher la (les) case(s) concernée(s))

	PPR approuvé (opposable)	PPR prescrit (en cours d'élaboration/ révision)	Aléas selon étude ou atlas (voir carte)
Inondation - Cote NGF sur les plans <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	<input checked="" type="checkbox"/>		
Retrait-gonflement des argiles (1)	<input checked="" type="checkbox"/>		
Mouvement de terrain et/ou chutes de blocs de pierre (1)			
Feux de forêt			
Risques technologiques ou industriels			

(1) Attestation de réalisation d'une étude jointe au dossier (géotechnique de type G2AVP et/ou hydraulique) ?  OUI  NON

Evénement connu non cartographié (Si oui, préciser lequel – érosion, éboulement, affaissement, inondation, ... - , son importance, sa fréquence ou date(s) de cet événement) .....

Projet sur sol ou site pollué (ancienne décharge par exemple) ou sur un secteur d'information sur les sols .....

Autre (préciser : amiante, termites, ancienne carrière, ...) .....

**7. Consultations particulières facultatives que vous demandez (cocher la ou les cases) :**

Agence Régionale de Santé (raisons .....)

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (raisons.....)

Direction Départementale des Territoires :  Architecte conseil de l'État  Paysagiste conseil de l'État

Service Urbanisme habitat  Service Environnement  Service Economie Agricole  Service Risques Sécurité

Service Territoire Développement (raisons .....)

Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE 47) (raisons.....)

Autre(s) service(s) ou administration de l'État (raisons : .....

**8. PARTICIPATIONS D'URBANISME**

PEPE	Participation pour équipements publics exceptionnels (PEPE) (L. 332-8) : Montant à prescrire : ..... €
PVR non clôturée	Participation pour voirie et réseaux (PVR) non clôturée (Loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014, article 44, I – 11°) instituée par délibération en date du ..... sur l'ensemble du territoire communal <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON Délibération spécifique liée au projet en date du ..... Montant (à joindre à chaque projet) : ..... €/m2
PAE	Participation en programme d'aménagement d'ensemble (PAE) institué avant le 1 <sup>er</sup> mars 2012 non clôturé (L. 332-9 en vigueur avant la loi de finances rectificatives de 2010) - Montant à prescrire : ..... €
Participation du lotisseur	Montant à prescrire : ..... euros - (Equipements propres exigibles (L. 332.15) : .....
Participation du constructeur	Si le projet est situé en zone d'aménagement concerté (ZAC) (L. 311-4 du code de l'urbanisme), joindre la convention qui fixe la participation au coût des équipements de la zone (pièce obligatoire dans le dossier) Exonération de taxe d'aménagement (L. 331-7 du code de l'urbanisme) : <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON

Dans le cas d'une participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC), le fait générateur est le raccordement au réseau collectif. N'étant pas une participation d'urbanisme, le montant de cette participation ne pourra pas être mentionnée au permis. A titre d'information pour le service instructeur, délibération prise  OUI  NON Date de cette délibération : .....

**9. FISCALITE communale applicable au projet**

TA communale	<input type="checkbox"/> Taxe d'aménagement (TA) Taux : ..... % (Secteur éventuel : .....
	<input type="checkbox"/> Taxe d'aménagement (TA) de plein droit à 1 %
	<input type="checkbox"/> Construction(s) édifiée(s) dans le périmètre délimité du PUP excluant du champ d'application cette taxe d'aménagement (fin le .....)
	<input type="checkbox"/> Exonérations facultatives de .....

**10. SURSIS A STATUER (cas listés à l'article L. 424-1 du code de l'urbanisme et en particulier :)**

Plan local d'urbanisme (PLU) en cours d'élaboration – révision générale (L. 153-11) :

- Le débat sur les orientations générales du PADD a-t-il eu lieu ? Si oui, indiquez la date : .....

- Zone, secteur ..... au futur PLU

**11. Prescriptions motivées ; remarques, observations que vous souhaitez apporter :**

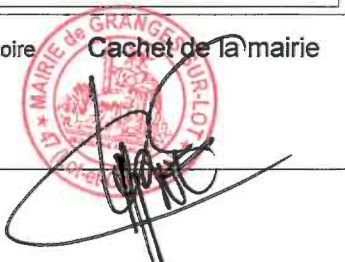
**12. AVIS DU MAIRE (obligatoire dans certains cas, notamment en cas de compétence Etat dont avis divergent – communes au RNU))**

<input checked="" type="checkbox"/> Favorable (si prescription, nature et motivation)	<input type="checkbox"/> Défavorable (précisez les motivations)
.....	.....
.....	.....
.....	.....

Fiche renseignée le : 06.105.2020  
Prénom, nom du signataire autre que le maire

Le maire (ou son adjoint désigné) lorsque l'avis est obligatoire. Cachet de la mairie  
(prénom, nom, signature)

de Maire, Jean-Louis BOE



**FICHE DE RENSEIGNEMENTS**  
**à transmettre au service instructeur du droit des sols**  
**dans le délai maximum de 15 jours à compter du dépôt de la demande (cas général)**

Lorsque l'avis du maire est obligatoire, fiche à transmettre au service instructeur dans le délai maximum de 15 jours pour les DP et les CUA, 1 mois pour les CUB et les permis à compter du dépôt de la demande (articles R. 410-6 et R. 423-72 du code de l'urbanisme)

Commune de : GRANGES SUR LOIRE	PC n° 1047	Année 2020	N° Dossier R0003	M/T
Demande : <input type="checkbox"/> Certificat d'urbanisme opérationnel CUB <input type="checkbox"/> Déclaration Préalable DP <input type="checkbox"/> Permis de construire maison PC <input type="checkbox"/> Permis de construire autre PC <input type="checkbox"/> Permis d'aménager – lotissement PA <input type="checkbox"/> Permis d'aménager – camping PA <input type="checkbox"/> Permis modificatif – transfert M/T <input type="checkbox"/> Permis de démolir PD		Dossier déposé en mairie le : 06.105.2020 Affichage en Mairie (avis de dépôt) le : 06.105.2020		
<b>Demandeur</b>		<b>Lieu du projet</b>		
Particulier : Nom, prénom : .....		Adresse du terrain : LA RAZE 47260 Granges sur Loire		
Personne morale : Dénomination : AFDM Nom et prénom du représentant : CARRE Olivier		Les références cadastrales indiquées sur le projet sont-elles exactes ? <input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
Adresse : 32 chemin de Tourny 2150 LAGRANGE		Si non, indiquer les références exactes : .....		
Propriétaire du terrain : <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON		<input type="checkbox"/> Projet situé dans le lotissement de ..... accordé le ..... (permis d'aménager ou déclaration préalable) <input type="checkbox"/> Projet situé dans une zone d'aménagement concerté (ZAC)		
<b>Projets particuliers :</b>				
<input type="checkbox"/> Travaux, constructions et installations réalisés pour le compte de l'État, de ses établissements publics et concessionnaires (1) : .....				
<input checked="" type="checkbox"/> Ouvrages de production, de transport, de distribution et de stockage d'énergie dont l'énergie produite est totalement ou principalement revendue (centrale photovoltaïque au sol, méthanisation, éolienne, ...) :				
<input checked="" type="checkbox"/> Centrale photovoltaïque au sol soumise à permis (2)				
<input type="checkbox"/> Unité de méthanisation agricole :				
<input type="checkbox"/> énergie produite non destinée à une utilisation directe (+ de 50 % de l'énergie revendue) (2)				
<input type="checkbox"/> énergie produite principalement destinée à une utilisation directe du demandeur (- 50% énergie revendue)				
<input type="checkbox"/> Eolienne > à 12 m (soumise à permis) (2) <input type="checkbox"/> Eolienne < à 12 m en site classé (soumise à DP)				
<input type="checkbox"/> Etablissement recevant du public (ERP) – Type : ..... Catégorie : ..... (voir notice de sécurité dans dossier spécifique)				
<input type="checkbox"/> Installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) (si case cochée, renseigner le cadre 1.2)				
<input type="checkbox"/> Commerce de détail ou ensemble commercial (> 300 m <sup>2</sup> et < 1000 m <sup>2</sup> , dans les communes de – 20 000 hab.) dont l'avis de la CDAC est sollicité par le maire ou le président de l'EPCI si celui-ci a compétence pour délivrer les actes d'urbanisme (joindre délibération motivée).				
<input type="checkbox"/> Autre cas.....				
<b>Extension d'une construction existante, antériorité des projets d'extension autorisés :</b> .....				
<b>1. Situation du PROJET et son environnement</b>				
1.1 Situation	Secteur couvert par un document d'urbanisme <input checked="" type="checkbox"/> PLU – Zone(s) : Nph <input type="checkbox"/> Carte communale (CC) – Zone : .....			
Règlement national d'urbanisme (RNU) applicable (POS anciens- Puch d'agenais et Saint Laurent)				
<input type="checkbox"/> Espace non urbanisé <input type="checkbox"/> Espace urbanisé : Nombre de constructions (hors bâtiments agricoles).....				
<input type="checkbox"/> Ouverture du terrain à l'urbanisation demandée au titre de l'article L. 142-4 du code de l'urbanisme				